

comité 227

et maintenant

INVITATION

*Journées du 6 au 9 juin 2011
Université Toulouse II le Mirail
salle 222, bâtiment 18*

RJS

Les hordes du Dehors

Je ne passais que peu de temps à l'Université : il y régnait déjà cette odeur rance qu'ont les chambres de nos grands-mères. Pareil à ces espaces dont on n'ouvre jamais les fenêtres, qui sentent le vieux pot de chambre, le bouquet de fleurs fanées, on avait peine à y entrer et l'on tentait de s'en échapper le plus vite possible de peur de garder sur soi la peste d'un monde vidé ou trop plein.

De même qu'à l'intérieur du fatras de ces pièces agonisantes cultivant une jeunesse perdue, mon passage à l'Université me donna l'impression qu'on y préservait encore un vieux mythe que le reste du monde s'était amusé depuis quelque temps déjà à gribouiller, violenter, voire blasphémer : la Culture universitaire était pareille à ces visages de vieux que le temps a abimé, elle souffrait de s'être pensée dégagée du reste, elle se fissurait de toutes ses reclusions, elle aimait contempler les vieilles photos jusqu'à souffrir de se demander si, dans les moments les plus durs alors que le bouquet dans le vase ressemblait plus à une brosse usée qu'à un panache de printemps, elle avait déjà été radiieuse un jour ?

Ainsi mon passage fut bref, et je regar-

dais d'abord d'un air dégagé presque hautain celles et ceux qui peuplaient encore cette bourgade sur le point de se faire engloutir par l'Empire. Je compris plus tard que si mon œil eut été un peu plus attentif, il aurait su comprendre l'espace stratégique et politique particulier qu'était l'Université, et que s'il ne s'agissait pas bien sûr de mettre de nouvelles fleurs dans les vases, ou bien de changer les pots de chambre, il y avait par contre un intérêt à ouvrir les fenêtres.

Ouvrez les volets et laissez l'air entrer dans une chambre de vieille et vous verrez comme les cadres vernis se brisent, comme la tapisserie s'effrite, comme le bois des armoires d'héritage passe du chêne imposant à un vulgaire contreplaqué fragile ; enfin regardez la vieille : vous saurez alors distinguer celle qui recolle la tapisserie, réunit les fleurs fanées dispersées, tente désespérément de raccrocher les cadres ; de celle qui déjà s'est munie d'une pioche, brise le mur malgré son arthrite pour faire entrer les hordes du Dehors.

Inédit, *Journal 1935 – 1956*
Robert J. Stowarski

comité227

À PARTIR DE NOVEMBRE 2008, se tinrent des rencontres régulières entre des étudiants, des enseignants et des personnels administratifs du département de philosophie du Mirail. L'objet de ces rencontres était de prendre collectivement la mesure des différentes réformes de l'enseignement supérieur imposées au pas de charge par le gouvernement Fillon, et ses ministres Péresse et Darcos, réformes localement relayées avec grand zèle. Très vite ces rencontres, qui se sont ouvertes à des personnes venant d'autres horizons, ont pris une teneur politique qui s'est radicalisée et aiguisée tout au long de la grève universitaire qui débuta dès fin janvier 2009. Le « comité 227 », qui n'est ni une organisation, qui refuse toute « identité » aux contours censés être bien définis, est le visage que ces rencontres ont progressivement prises : un « comité » de quelques dizaines de personnes, dont le lieu de réunion était la salle n° 227 de l'UFR Lettres-Philosophie-Musique du Mirail.

Depuis, le comité 227 éprouve dans la durée son existence politique toujours réenvisagée, réévaluée : le nombre de ses participants a diminué, ses activités se sont diversifiées : organisation d'ateliers de travail théorique, et tout récemment ouverture d'une bibliothèque autogérée.

Aujourd'hui, la critique seule, ne suffit plus : le capitalisme n'est pas un texte qu'il suffirait de « déconstruire » pour qu'il s'effondre.

Au sortir de la traversée du désert post-chute-du-mur-de-Berlin, — traversée dont la toile de fond était la perte du « Communisme » comme référant avec ou contre qui se constituaient les groupes politiques —, il est nécessaire, face à l'émulation politique de ces dix dernières années en France, de se donner les moyens de reconstruire nos armes politiques.

Des premiers élans montrent que nous sommes déjà engagés dans cette voie : se multiplient des pratiques allant dans ce sens, des plus modestes — pullulement de collectifs d'éditions indépendants, des ouvrages de « cartographie » de la pensée critique contemporaine... — au plus importantes et prometteuses — mouvements contre le CPE ou encore, malgré la défaite du mouvement contre la réforme des retraites (le fait qu'il y ait plus en plus de gens dans les rues s'est avéré être en réalité tristement inoffensif), mobilisation massive, multiplication d'actions de blocages économiques efficaces et intersectoriels, mais aussi des pratiques d'auto-organisation chez les grévistes ainsi que des démonstrations de solidarités effectives...

Histoire

Avec la chute du socialisme autoritaire d'Europe de l'Est dans les années 80, c'est tout un modèle de lutte présent au long du 20ème siècle qui a disparu. S'il ne s'agit absolument pas ici de regretter les hommes aux casquettes étoilées de rouge, nous ne pouvons nier que ce type de socialisme fut le point de référence de tout groupe politique en lutte au siècle passé. Il y eut bien sûr tous les mouvements ouvriers et Partis Communistes nationaux inféodés à Moscou, qui se voulaient l'avant-garde du prolétariat international. Mais même pour ce qui concerne les mille chapelles d'opposition à la politique communiste, il s'agissait toujours de se définir par rapport à ce socialisme là. Soit qu'on allait le prolonger dans sa nouvelle forme (maoïsme), soit qu'on allait le reprendre à son fondement léniniste (trotskisme), soit qu'on allait l'appliquer aux luttes des peuples colonisés (tiers-mondisme, castrisme, nationalisme arabe), soit qu'on allait en faire un version décentralisée (titisme), soit qu'on allait déceler les rapports de classe présents dans le socialisme pour arriver à la révolution authentique (ultra-gauche et situationniste), ou bien sinon, on pouvait refuser en bloc toute la tradition politique de ce mouvement communiste là et déifier tout ce qui en avait été exclue sans plus d'examen afin de réaliser une tradition alternative (anarchiste et libertaire).

L'engagement de tous les groupes politiques entre 1917 et 1991 a consisté en ceci : chercher l'adjectif le plus auto-valorisant dans son rapport au socialisme autoritaire de l'URSS, et trouver dans l'exposition de son rapport à l'URSS une définition de soi-même. Qu'il s'agisse de groupes politiques aussi divers que des organisations mondiales comme la 4ème Internationale trotskiste jusqu'au moindre groupuscule d'ultra-gauche recueillant une dizaine de membres en passant par les guérillas sud-américaines, l'identité de chacun des groupes politiques se limitait à expliquer en quoi on ferait la même chose que les russes sur tels points, mais qu'on ferait différemment sur tel autre, le jour où le groupe politique saisirait le pouvoir qui l'opresse.

Cette séquence historique est aujourd'hui du passé, et ce qui caractérise nos luttes depuis lors est l'absence de point de référence, pour le meilleur et pour le pire. L'effondrement du socialisme autoritaire n'a pas produit de modèle alternatif pour le remplacer. En disant cela, nous ne suggérons pas que nous désirerions trouver

un modèle alternatif au point de référence soviétique du 20ème siècle, et nous suggérons encore moins que l'échec des luttes contemporaines réside dans l'absence de modèle politique et social systématique et complet. Au contraire, en reconnaissant un tel phénomène historique, nous cherchons à comprendre quelle est la situation concrète du champ de bataille dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui.

Dans cette nouvelle séquence historique de lutte dans laquelle nous nous trouvons, et qui a enfanté la plupart d'entre nous, le combat pour l'émancipation se déroule sans modèle préconçu. Ce mouvement tâtonne. Même sa naissance est tâtonnante. Est-il né dans l'insurrection inattendue du Chiapas en 1994 ? Est-il apparu lorsque la bourgeoisie française s'est vu obligé de concéder que la lutte des classes existaient encore lors des grèves de 1995 ? A-t-il fait sa jonction internationale dans les Contre-sommets de Seattle (1999) ou de Gènes (2001) ?

Peu nous importe ici l'érudition d'une chronologie du militantisme des 20 dernières années. Ce que nous devons comprendre, c'est que notre période de lutte navigue à vue. Les points de référence politique n'existent pas, et toute tentative de constitution de ces derniers, que ce soit par l'altermondialisme ou bien par les nouveaux mouvements libertaires, a échoué. Nous n'avons aucun événement historique ou idéologique qui transcenderait nos différentes situations de lutte de telle manière qu'il puisse jouer pour nous le rôle du modèle. Rien dans l'histoire récente ne nous précède à ce point que nous devrions se soumettre à l'autorité de son exemple. Nous ne vivons pas dans une période postérieure à une révolution. Nous sommes dans une phase antérieure. Et il nous faut alors agir en conséquence, car comme nous l'a appris le proverbe arabe : « Il ne faut jamais chercher un chat noir dans la nuit, surtout quand il n'est pas là ».

Sans d'autre point de référence que nous-mêmes, dans nos différentes expériences de lutte, ayant chacune leurs particularités et leurs histoires propres, nous avons conscience que l'AUTONOMIE est la problématique fondamentale de nos combats, comme elle est la situation concrète dont nous partons.

Ethique de l'échec

Il n'est pas nécessaire de chercher pendant trois heures ce qui nous réunit, ou le commun que l'on a en partage : les bilans que nous pouvons tirer de nos affrontements, fussent-ils très partiels (et parfois même pas formulés comme tel), avec le capitalisme avancé, sont tous des bilans d'échec au mieux relatifs. Aucun dès lors ne peut se prévaloir de l'expérience particulière ou collective de sa lutte ou de son existence pour constituer une position de surplomb par rapport aux autres.

Aussi le mieux que nous ayons à faire, nous semble-t-il est de tirer collectivement les conséquences de ces échecs, de ces expériences, de ses luttes, et des espérances et exigences qui les soutiennent et les motivent. Échanger nos pratiques et réflexions particulières de lutte set d'expériences de vie collective sans essayer de tirer la couverture vers soi, voilà comment l'on pourrait formuler notre manière d'aborder ces journées, et l'intention avec laquelle nous voulons vous les présenter.

Front

L'université n'est pas et ne sera jamais, à moins de vouloir se perdre dans une confidentialité stérile et aristocrate, un empire dans un empire : le travail vivant sous toutes ses formes exige une libération totale dont la production et la circulation des savoirs est à la fois un élément et une cristallisation emblématique. C'est la raison pour laquelle du comité 227 inaugural, à la rencontre prévue cet été 2011, l'idée restée essentielle est que cultiver et organiser la subversion dans l'institution n'a de sens que si l'on en sort pour la matérialiser dans toute la société, raison pour laquelle l'élaboration de contre-institutions autogérées qu'il s'est efforcée d'incarner mérite aujourd'hui un double prolongement : (1) la constitution d'un réseau organisé avec tous ses analogons existant dans le champ de ruines et de possibles de l'université d'aujourd'hui, française certes, internationale évidemment, et (2) l'articulation de ce réseau avec l'ensemble des luttes sociales et politiques assumant égale-



ment l'exigence révolutionnaire, c'est-à-dire, au moins à titre de condition nécessaire, qui mettent au coeur de leurs hypothèses stratégiques l'abolition des principes d'exploitation, de privation, de dépossession et de division au coeur des tyrannies enchevêtrées du Capital contemporain. Double unité : horizontale et transversale, unité opérationnelle et non substantielle ou mythiquement organique, à la hauteur de l'Ennemi à combattre et à abattre – front, donc, unitaire et (mais) révolutionnaire, c'est-à-dire simplement association intransigeante et concertée du divers. Construire aujourd'hui des contre-institutions « oppositionnelles », à la fois autogérées et coordonnées, de l'intelligence collective, n'est pas une fin en soi, mais un support par définition transitoire, destiné à nourrir au-delà de lui, à moyen et long terme, ce procès révolutionnaire lui-même, dont il est entendu qu'il ne saurait se comprendre comme la concrétisation de fins préalablement, abstraitement établies, mais comme justement la production simultanée de ces fins et de leurs conditions d'effectuation.

Trois écueils

Avoir suffisamment de respect pour les formes institutionnelles de nos régimes politiques pour aller voter en se pinçant le nez.

Considérer comme une évidence de ne pas aller voter, et faire ainsi fit du long travail nécessaire pour que cet acte revête un sens politique radical et soit audible en tant que tel.

Penser que le mot « Dégage ! » ait en lui-même la puissance de l'origine insurrectionnelle : s'il est effectivement le seul à même de constituer le commencement d'une situation instable et par là véritablement politique, ne pas le considérer avant tout comme le résultat d'une lente maturation social, c'est l'invoquer sans qu'il ne soit véritablement opérant sur la scène publique.



Et toi ?

Nos engagements ne peuvent pas être uniquement corporatistes car la nature de ce contre quoi nous nous battons relève d'une systémique bien plus large – dont l'université n'est qu'un rouage.

Ainsi, cette invitation espère contribuer à faire en sorte d'éviter que nos luttes, les luttes, ne se réduisent à un champ d'action limité, mais aussi de discuter des modalités de fédération, d'articulation des différentes luttes, en vue de constituer ces dernières en une véritable force, faire en sorte qu'elles ne demeurent pas marginales.

Il semble que ce soit là l'enjeu de notre époque : constituer un véritable front révolutionnaire.

Les « micro-luttes » peuvent trouver dans une rencontre l'occasion de dépasser leurs isolements en faisant en sorte d'articuler ce que nous pouvons faire ensemble, et ce que nous continuons à faire séparément.

Savoir et pouvoir

Tout comme la grande réaction embauche ses petites mains à longueur de temps, il y a des postes à pouvoir dans le marché plus restreint certes mais pas moins attractif de celui de la subversion tolérée, qui permet d'entrer dans le petit catalogue *type* des révolutionnaires d'éprouvettes. Nous les voyons tous ces universitaires et/ou experts qui gravitent autour des sphères du pouvoir installées ou dites d'opposition. Ils ont acceptés l'échiquier terrible qui voit les tenants du savoir se confondre avec les tenants du pouvoir.

Briser cette échiquier c'est commencer par arrêter de s'en remettre aux révolutionnaires pour papa – pour ceux que ça arrange qu'on leur dise qu'on fera la révolution pour eux (c'est-à-dire sans eux) – car ce qui est en fin de compte derrière cette posture et qui est bien pire encore, c'est de penser que par le biais de ses études subversives ou de son expérience des luttes, on détiendra un jour peut-être suffisamment de savoir pour espérer intégrer qui sait, par les voies pourries que l'on connaît, les petites sphères des grandes décisions, les portes du Parti, ou *les combats d'ombres qui les miment*, et qui jouent en comité restreint, la scène où ils seront à même de gouverner.

S'il faut reprendre une réflexion active sur le Parti révolutionnaire, ou sur la structure adéquate qui permettra de fédérer ce qui par tout, ici et là, s'est éparpillé en de nombreuses pratiques minoritaires, il faut nous semble-t-il commencer par s'affranchir de cette échiquier nauséabond : ces rencontres sont possiblement les premiers pas vers cet effort.

2012

Entre « La Tunisie, l'Égypte, et maintenant la Grèce, et la France ! » formule se voulant prémonitoire et surtout performative écrite sur un des murs de la faculté, et l'envie qu'auraient certains de voir proliférer sur les « réseaux sociaux » français les mêmes « groupes » ou « appels » à la révolte que ceux tunisiens et égyptiens ; entre ces deux réclames il y a le même spontanéisme mais qui proclame ce qu'il n'a pas le pouvoir de provoquer.

Mais pire encore, il y a que face à cela, se campe la posture soit résignée, soit enthousiaste de ceux qui pensent encore que dans un an, il y aura quelque chose à attendre du sinistre balais électoral de notre modèle représentatif.

Ne nous trompons pas : si par un miracle spontané une révolte éclatait nous essaierons de ne pas passer à côté (bien que cette position d'extériorité sente déjà le renfermé), mais il est par contre certain que s'en remettre au calendrier électoral de notre oligarchie parlementaire pour faire payer l'addition à ceux qui nous gouvernent revient de pire à celles et ceux de l'autre côté de la méditerranée : une coup ce qui pourrait arriver de pire à celles et ceux de l'autre côté de la méditerranée : une exportation/importation type kit clés-en-main de nos formidables démocraties-marché.

UNIVERSITÉ

Lieu de passage fonctionnalisé, espace de professionnalisation. Porte suffisamment ouverte sur le marché du travail pour satisfaire ceux qui sont prêts à s'y vendre, et suffisamment fermée pour cultiver l'illusion nécessaire d'un espace encore préservé de la marchandisation généralisée des savoirs et des hommes.

Lieu cloisonné, clanique, espace de distinction entre ceux qui savent et ceux qui apprennent, espace retranché des petits pouvoirs, des petites scènes d'humiliation quotidienne, de domination ordinaire, de reconduction des structures répressives et des modèles représentatifs pseudo démocratique (administratif et syndical) de nos sociétés occidentales

Lieu de politisation accidentel, de fusion communautaire éphémères, de ratés et de réussites politiques, espace pauvre et riche à la fois, entre désir de désertion et de résistance, espace de choix collectifs et individuels, sans cesse réévalués, espace banal et particulier.

Lieu torturé par ce qui lui est extérieur. Au Mirail le Dehors de l'université est une question architecturale. La seule fois où il en a été question ce fut lorsqu'il fallut décider si l'on surélevait l'entrée de l'université afin d'escalader de nombreuses marches pour y entrer, ou s'il fallait au contraire la laisser de plein pied et signifier par là son ancrage, sa proximité assumée avec le quartier. On a retenu la seconde option. Depuis il n'en a plus été question.

Lieu de toute une série d'évidences :

- on respecte ses collègues ;
- on participe aux rouages fonctionnels des administrations ;
- on cultive l'idée d'un enseignement intrinsèquement émancipateur ;
- on se met d'accord pour former les étudiants aux métiers de demain ;
- on intègre les systèmes de reconnaissance qui préservent l'intégrité institutionnelle et la fonction noble de l'enseignant ou du chercheur, on ne remet jamais en cause – même aux moments des plus graves crises – la nécessité de produire et de délivrer des diplômes ;
- on est contre le blocage de l'université, on est pour « d'autres formes d'actions », on ne connaît pas « d'autres formes d'actions » ;
- on est pour le bien des étudiants, tout ce qu'on fait on le fait pour les étudiants ;
- on vit entre son travail et son « chez soi », on traverse son travail, on se réfugie chez soi, on s'étonne – lorsqu'on ne la cultive plus comme une chimère – de l'absence de communauté universitaire, on constitue par défaut la communauté des résignés, des rationnels sceptiques ;
- on se réjouit de l'unique posture qu'il reste : celle du savant solitaire heureux d'accéder, lorsque les sphères publiques et médiatiques le lui concèdent, à une audience qui lui permette de rejoindre le grand Parti éclaté de l'Intelligence. On éclaire par là le débat public depuis sa petite recherche individuelle, muni de son titre universitaire que l'on tient comme une lanterne, et qui nous donne accès au « Libé des philologues, des historiens, des sociologues, etc. », aux tribunes faites pour des tribuns sans peuple, ou encore aux lumières décolorées des plateaux télé.

Communiser

Nous espérons que la forme que prend cette invitation ne vous dissuadera pas de venir : nous sommes conscients de son caractère et de ses relents universitaires du simple fait que pour bon nombre d'entre nous, nous trempons dans l'Université depuis maintenant un petit bout de temps.

Plutôt que de dissuader, nous pensons que cette langue dans laquelle nous écrivons cette invitation est surtout le témoin de l'urgente nécessité de ces rencontres : non pas que ce soit l'occasion de forger une langue commune (qu'est-ce que cela voudrait bien pouvoir dire ?), mais il est à peu près évident qu'un décloisonnement – décentrage – des problèmes politiques des uns et des autres, passe nécessairement par la rencontre de différentes manières de formuler collectivement ces problèmes que nous sommes chacun individuellement et collectivement amenés à nous poser.

S'il fallait donc donner encore un objectif à ces journées ce serait peut-être d'essayer l'addition réussie de différentes manières de dire ce à quoi nous sommes confrontés, qui sont autant de manières de se projeter dans un agir collectif. Tenter cette addition capable à terme peut-être de formuler communément des préoccupations, ce serait par exemple éviter de vouloir à tout prix une alchimie post ou pré fusionnelle de nos différentes manières de penser et d'agir, alchimie quasi illusoire dès lors qu'elle se présente comme une intention ou un but et qui rappelons-le revient le plus souvent à sa racine définitionnelle : faire le tri entre le pur et l'impur.

La question que nous aimerions poser avant toute chose est, de manière paradoxale : « et après?... » telle est l'interrogation, mêlée au sentiment de frustration qu'il nous arrive bien souvent d'avoir, individuelle-ment ou collectivement (en tant qu'étudiants ou pas), après les quelques « colloques » ou « forums », avec d'autant plus de puissance et d'intérêt lorsqu'ils sont – ou se prétendent être – « alternatifs », « subversifs » ou « révolutionnaires ».

BIBLIOTHÈQUE RJS

*“Je conçois
les livres avant tout comme
des combustibles.*

*Je ferai des sous-sols de
qui viendront consumer* *l’Histoire une série ininterrompue d’autodafés
les fondations de l’Empire.”**

La bibliothèque ouvre avec *peu* de livres, elle se distingue par là de toutes les autres.

Ce *peu* traduit sa vocation à se remplir et invite donc quiconque à proposer des ouvrages ; mais c’est surtout le signe d’un choix politique : le principe de délibération collective sur les œuvres qui méritent d’être rangées sur ses étagères.

En ces temps de rentrée littéraire c’est l’occasion de remarquer qu’à ce peu de livres correspond surtout un trop de livres qui définit depuis un certain temps déjà la mine grisâtre des librairies. Cette bibliothèque ne peut pas et ne

**ICI UNE ÉTAGÈRE
N’EST PAS UN
CIMETIÈRE, ICI UN
LIVRE NE RESSEM-
BLE PAS À UN AUTRE**

**ICI LIRE C’EST
AVANT TOUT UN
ACTE COLLECTIF,
UN ACTE QUI EN AP-
PELLE D’AUTRES**

veut pas être la courroie de transmission de ces logorrhées littéraires : ici, autant que possible, à chaque livre correspond un choix collectif.

L’ouverture de cette bibliothèque entend donc répondre à la fois à l’ouverture d’un espace où il est possible de trouver d’autres livres que ceux que l’on pourra trouver ailleurs, mais répond aussi à la nécessité de faire de notre rapport au livre un rapport actif : la bibliothèque

**EN COURS,
LORSQUE VOS
YEUX SE PER-
DENT DANS LE
LOINTAIN, IL SE
PEUT QUE NOUS
REGARDIONS
DANS LA MÊME
DIRECTION**

EN **COURS,**
LORSQUE VOS
YEUX SE PER-
DENT DANS LE
LOINTAIN, IL SE
PEUT QUE NOUS
REGARDIONS
DANS LA MÊME
DIRECTION

* Robert J. Stowarski, à l’occasion d’un entretien qu’il donnait aux *Temps modernes*, dans un numéro spécial d’août-septembre 1966, bien avant l’incendie de l’ambassade française d’Addis-Abeba.

et après...